

■ Dure journée pour les papetiers de Malaucène, engagés dans un bras de fer avec la direction de leur entreprise pour l'avenir du site, et de leurs emplois.

Hier, après avoir installé un barrage filtrant sur un rond point de carpentras, ou l'un d'entre eux a été accroché par une voiture, ils sont venus à Avignon à la DDTE ou se négociait avec les représentants des collectivités locales les plans de formation, et sur les délais nécessaires à la mise en œuvre du plan de sauvegarde de l'emploi.

Débutés mardi de leur action en référé, qui avait pour but principal de gagner du temps, les salariés et le syndicat CGT étaient bien décidés à faire pression sur les débats, ne pas être les oubliés d'un sacrifice industriel. Thierry Georges, secrétaire de l'Union Locale CGT de Vaison, qui les accompagnait, s'inquiétait hier après midi « *des réponses insuffisantes qui ont été faites pour l'instant aux salariés. Ce matin, nous avons distribué des tracts à Carpentras, et un collègue a été renversé. Il va bien, mais ma tension est grande encore... nous avons voulu rencontrer la sous préfète ensuite, mais elle n'était pas là... Maintenant nous venons à la DDTE pour dire au directeur départemental du travail qu'il faut arrêter de nous balader. Il doit trancher dans ce dossier.* »

Alors que les négociations avec la direction étaient rompues depuis le dépôt du référé le 12 juin dernier, la réunion d'hier devait avancer sur les formations longues et les possibilités de reprises de l'entreprise, en quelque sorte définir la qualité du plan social. « *L'employeur ne retient que des propositions qui bne permettraient de reprendre que 20 salariés. Nous, nous avons des pistes, avec multi repreneurs s'il le faut, qui permettent de sauvegarder plus d'emploi. Et pour ceux qui préfèrent partir, nous voulons que ce ne soit pas un plan au rabais. Nous avons mené la bataille à la fois sur l'emploi et sur la qualité du plan social...* » L'idée de « faire un exemple » pour que l'employeur y regarde à deux fois avant de continuer dans les autres usines du groupe, prédomine.

### Une signature vers un espoir

Hier soir, à la sortie de la réunion, Gilles Lemasson de l'UD CGT était plutôt optimiste « Nous avons signé un protocole d'accord qui reconnaît la validité des décisions du CE du 9 juin. C'est la reconnaissance d'une suspension de la procédure sociale, nous avons obtenu un délai, une prochaine réunion aura lieu le 21 juillet, et aucune lettre de licenciement ne pourra être envoyée avant 21 jours après cette date. » Pour le syndicaliste, les actions menées par les salariés avec le



PHOTO C.C.

**Les papetiers attendaient hier en fin d'après midi la fin des discussions concernant le plan social à la DDTE**

syndicat ont pesé. « Nous avons aussi appris que plus de 6 repreneurs se présentaient. C'est exceptionnel et ça ouvre beaucoup de possibilités. Nous avons 21 jours pour travailler la dessus, le volet social et les possibilités de reprise. »

### Des travailleurs qui ont défendu leur dignité

Parmi la centaine de salariés qui participaient hier à une forte présence devant la DDTE, des gens déterminés et amoureux de leur métier, qui ne comprenaient pas l'acharnement du groupe Mauduit à fermer l'entreprise. « *Moi ça fait 36 ans que je bosse dans cette usine, j'y suis rentré à 17 ans. Mais le pire c'est pour les jeunes. Si encore ils perdaient de l'argent, ou si on manquait de commandes... Mais tous les jours des camions ar-*

*rivaient...* »

La perspective ouverte hier est une pierre de plus dans le jardin du préfet qui reçoit cet après midi les syndicats, pour paerl justement... de l'emploi industriel. « *Il a fallu batailler pour qu'un représentant des papetiers soit présent* » ajoute Thierry Georges, qui s'étonne que le représentant du gouvernement « *ait failli passer à côté de ces réalités qui sont l'actualité sociale du moment.* »

D'autres devront se faire entendre. Après Kerry, Les confiseries St Siffrein, c'est à la SEPR que l'alarme sociale sonne à nouveau, et chez Continental Nutrition. La question sociale va se rappeler au souvenir des représentants de l'Etat de toutes façons, ils ont intérêt à retrouver l'oreille des syndicats.

**CHRISTOPHE COFFINIER**